



L'économie des zones d'emploi bretonnes tournée vers l'agroalimentaire et le tourisme

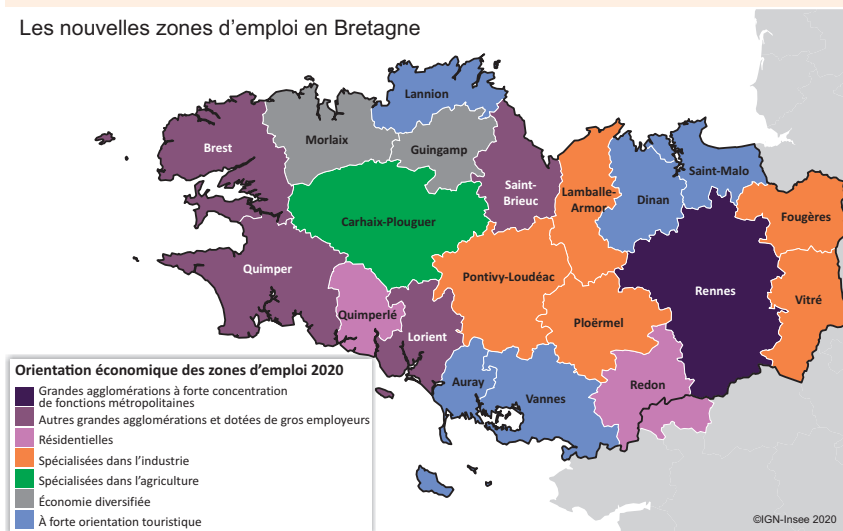
Le nouveau découpage de la Bretagne en vingt zones d'emploi permet d'analyser l'orientation économique des territoires. L'industrie agroalimentaire est très présente dans plusieurs d'entre elles, traduisant la forte représentation du secteur dans la région. La large façade littorale s'appuie sur les activités liées au tourisme telles que le commerce, l'hébergement et la restauration, mais aussi sur des agglomérations importantes. Dans ces grandes agglomérations et dans celle de Rennes, l'emploi se concentre dans de grands établissements. Enfin, l'agriculture, implantée sur la quasi-totalité du territoire régional, reste un secteur important dans plusieurs zones d'emploi de l'ouest breton.

Auteurs : Hervé Bovi, Fatima Le Strat (Insee)

Le découpage en zones d'emploi vise à décrire le fonctionnement économique des territoires sur une maille géographique pertinente en termes de marchés du travail locaux. En 2020, une refonte nationale de ce zonage (*encadré*) aboutit à un découpage de la France en 306 zones d'emploi, qui se définissent comme des espaces à l'intérieur desquels travaillent la plupart des actifs qui y résident. Réalisée par l'Insee et la Dares, cette nouvelle version du zonage d'étude prend en compte les évolutions récentes des déplacements domicile-travail issues du recensement de la population depuis la version précédente de 2010. Elle aboutit pour la Bretagne à vingt zones d'emploi, dont une interrégionale avec les Pays de la Loire autour de Redon.

1 Les vingt zones d'emploi bretonnes se répartissent dans l'ensemble des sept catégories d'orientation économique

Les nouvelles zones d'emploi en Bretagne



Source : Insee, recensements de la population 2016 et 2017, Clap 2015, enquêtes de fréquentation touristique 2019.

La nouvelle méthode de constitution des zones d'emploi

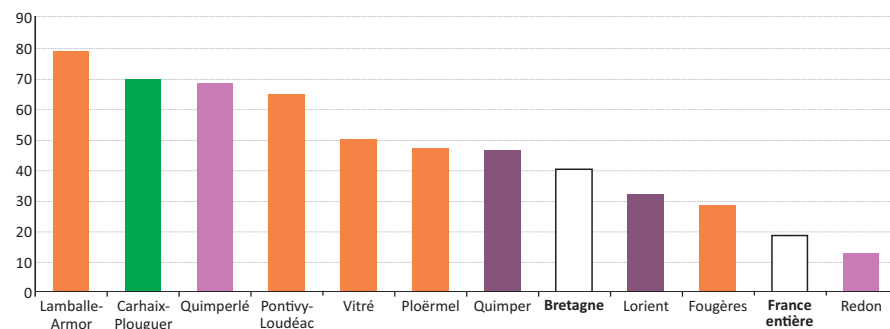
Les zones d'emploi forment un zonage d'étude France entière qui existe depuis 1984, régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des économies locales. Construite à partir des déplacements domicile-travail, une zone d'emploi est un ensemble de communes dans lequel la plupart des actifs résident et travaillent. En 2020, l'Insee et la Direction statistique du Ministère en charge du travail et de l'emploi (Dares) ont révisé ce zonage en s'appuyant sur une méthodologie développée par Eurostat, permettant ainsi de se comparer plus facilement entre pays européens, et d'avoir une méthode la plus homogène possible sur le territoire. Contrairement aux zones précédentes construites région par région, les nouvelles sont issues de paramètres nationaux. Seules quelques régions font exception : les DOM et la Corse, en raison de leur particularité géographique qui limitent les déplacements domicile-travail, et l'Île-de-France pour tenir compte de la très forte polarisation des flux vers Paris.

La méthode repose sur un procédé itératif basé sur l'analyse des déplacements domicile-travail entre les différentes zones : à chaque étape, des communes (ou groupes de communes créés précédemment) sont agrégées en fonction des échanges domicile-travail. Au final, toutes les zones constituées polarisent l'emploi, mais à des degrés différents. Certaines ont un nombre d'emplois plus élevé que le nombre d'actifs qui y résident et ont ainsi une fonction de pôle d'emploi attractif. Au contraire, d'autres ont moins d'emplois qu'elles n'hébergent d'actifs, et présentent un caractère plus résidentiel.

Cette nouvelle méthode contribue à rééquilibrer la taille des zones d'emploi. C'est particulièrement vrai autour des grandes métropoles, qui avaient tendance en 2010 à agréger de nombreuses communes. Elle permet ainsi à d'autres zones de se construire autour de ces grands pôles. Cet aspect méthodologique est très important, car il aboutit à un ensemble plus homogène qu'en 2010.

2 Dans la zone d'emploi de Lamballe-Armor, quatre emplois industriels sur cinq sont dans l'agroalimentaire

Part de l'industrie agroalimentaire parmi l'ensemble des emplois du secteur de l'industrie dans les zones d'emploi où l'industrie est la plus présente (en %)



Note : les couleurs utilisées ici correspondent aux orientations économiques des zones d'emploi (cf. figure 1).
Source : Insee, recensement de la population 2017.

L'analyse, au niveau national, des orientations économiques des nouvelles zones d'emploi permet de les classer dans sept catégories (*méthodologie*). La Bretagne est l'une des rares régions françaises où les sept classes sont représentées (*figure 1*).

Une industrie régionale portée par l'agroalimentaire

En Bretagne, l'industrie représente une part plus importante de l'emploi (13,5 %) qu'au niveau France entière (12,1 %). Ce résultat se retrouve dans la répartition par orientation économique des zones d'emploi, puisque la majorité des zones classées comme spécialisées dans l'industrie se trouvent dans le Nord-Ouest de la France, principalement en Bretagne et dans les Pays de la Loire.

Parmi les vingt zones d'emploi bretonnes, cinq sont spécialisées dans l'industrie : Fougères, Lamballe-Armor, Ploërmel, Pontivy-Loudéac et Vitré. Ce secteur y représente au moins 22,1 % de l'emploi total. Cette part atteint même 28,8 % dans

la zone d'emploi de Vitré et 25,6 % dans celle de Lamballe-Armor.

L'industrie bretonne est portée par l'agroalimentaire, qui représente 40,1 % de l'ensemble des emplois industriels régionaux. À titre de comparaison, cette part est de 18,6 % à l'échelle nationale. Cette particularité bretonne se retrouve dans quatre des cinq zones d'emploi spécialisées dans l'industrie avec un poids de l'agroalimentaire dans l'ensemble des emplois industriels y dépassant 46,9 % et atteignant même 78,7 % dans la zone d'emploi de Lamballe-Armor (*figure 2*). La zone de Fougères est à l'inverse plus diversifiée, l'agroalimentaire y représentant 28,3 % de l'emploi industriel. La métallurgie et la fabrication de produits informatiques ou électroniques constituent quant à eux respectivement 11,3 % et 11,0 % des emplois de l'industrie dans cette zone.

Mais l'industrie est également présente dans d'autres territoires de la région. C'est notamment le cas des zones d'emploi de Quimperlé et de Redon, où elle représente respectivement 22,3 % et 19,9 % de

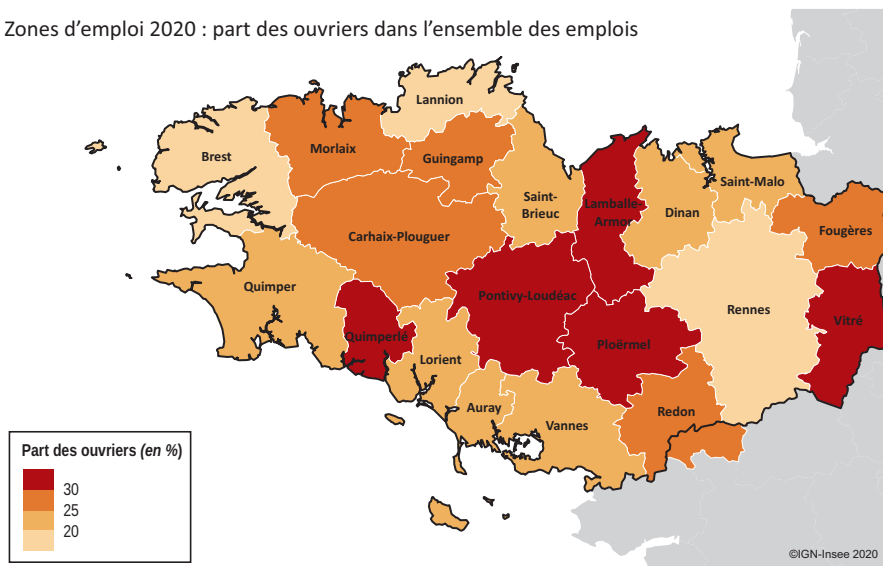
l'emploi total. Néanmoins, ces zones sont classées comme résidentielles en raison d'un nombre d'emplois plus faible au regard de la population. Ces zones sont en effet fortement polarisées : par Lorient et Quimper pour Quimperlé, par Rennes et Nantes pour Redon. Dans une moindre mesure, la part de l'industrie, notamment agroalimentaire, est également supérieure à la moyenne nationale dans les zones d'emploi de Carhaix-Plouguer, de Lorient et de Quimper.

Dans les zones spécialisées dans l'industrie ou résidentielles de la région, la catégorie sociale la plus représentée est celle des ouvriers. Ces derniers constituent entre 27,2 % et 35,9 % des emplois selon la zone, les parts les plus élevées s'observant dans les zones d'emploi de Lamballe-Armor, de Vitré et de Pontivy-Loudéac (*figure 3*). Sur l'ensemble de la France, la part des ouvriers se situe à 19,9 % de l'emploi total, les employés et les professions intermédiaires étant davantage représentés.

Dans ces sept zones d'emploi, le taux de stables (*définitions*) est plutôt faible comparé à la moyenne nationale (78,7 %). Seule celle de Pontivy-Loudéac présente une part d'actifs résidant et travaillant sur le territoire supérieure (80,2 %), en raison de sa taille et de son éloignement des principaux pôles d'emploi. Les zones de Fougères, Lamballe-Armor, Ploërmel, Vitré et Redon enregistrent un taux de stables compris entre 63,8 % et 70,5 %, notamment du fait de leur proximité avec la métropole rennaise. Cette part est particulièrement faible dans la zone d'emploi de Quimperlé (59,1 %). Néanmoins, elle reste supérieure au taux de stables pour l'ensemble des zones d'emploi résidentielles, dans lesquelles beaucoup d'actifs travaillent à l'extérieur de la zone.

3 Les ouvriers sont plus nombreux dans les zones d'emploi spécialisées dans l'industrie

Zones d'emploi 2020 : part des ouvriers dans l'ensemble des emplois



Source : Insee, recensement de la population 2017.

Une activité touristique inégalement répartie sur le littoral breton

La Bretagne dispose d'une vaste façade littorale, propice au développement des activités touristiques. Douze zones d'emploi comprennent des communes situées sur le littoral breton. Six d'entre elles sont polarisées autour de grandes agglomérations, mais seules celles de Brest, Lorient, Quimper et Saint-Brieuc sont classées comme de grandes agglomérations dotées de gros employeurs. Les zones d'emploi de Saint-Malo et Vannes sont considérées comme étant à forte orientation touristique, tout comme celles d'Auray, Dinan et Lannion. Enfin, la zone d'emploi de Quimperlé est davantage résidentielle, celle de Lamballe-Armor plutôt tournée vers l'industrie, et celle de Morlaix présente une économie plus diversifiée.

4 Vingt zones d'emploi de tailles et profils variés en Bretagne

Principales caractéristiques des zones d'emploi 2020 en Bretagne

Zone d'emploi	Population	Nombre d'emplois	Taux de stables (en %)	Part des cadres et professions intellectuelles supérieures parmi les actifs travaillant dans la zone (en %)	Part du secteur de l'industrie agroalimentaire dans l'emploi total (en %)	Part du secteur de l'hébergement et de la restauration dans l'emploi total (en %)	Part des résidences secondaires parmi l'ensemble des logements (en %)
Rennes	698 200	318 800	90,0	21,2	3,1	3,4	1,7
Brest	403 200	161 400	91,9	16,9	2,4	3,8	8,7
Quimper	288 300	111 100	88,9	12,0	6,7	4,3	17,3
Lorient	225 900	84 400	83,7	13,1	4,7	4,2	8,1
Vannes	222 400	87 300	80,4	13,4	4,1	4,6	21,8
Saint-Brieuc	187 100	75 200	81,8	12,3	4,4	3,5	8,2
Saint-Malo	149 200	55 100	79,1	11,5	2,4	7,8	24,9
Morlaix	126 900	48 300	81,9	9,7	4,4	3,8	15,0
Pontivy-Loudéac	119 900	50 300	80,2	8,4	15,0	2,6	6,8
Lannion	117 400	38 300	82,8	16,8	1,6	4,8	23,1
Dinan	98 700	32 100	65,4	9,5	5,0	3,9	16,5
Vitré	94 300	39 500	66,6	9,4	14,3	1,8	1,6
Auray	92 100	29 300	63,5	10,4	4,7	7,2	37,7
Redon	84 000	28 100	65,9	9,6	2,5	3,2	8,0
Fougères	83 200	31 100	70,0	9,4	6,2	2,3	3,6
Carhaix-Plouguer	79 200	28 200	77,4	7,3	11,2	3,3	15,0
Ploërmel	76 200	29 100	70,5	10,3	11,3	2,9	9,5
Lamballe-Armor	71 000	26 400	63,8	8,1	20,2	3,7	23,3
Guingamp	59 000	20 300	64,8	8,7	7,5	2,7	7,6
Quimperlé	58 800	18 300	59,1	9,4	15,2	4,0	13,5
Bretagne	3 318 900	1 308 800	/	14,3	5,4	3,9	12,6
France entière	66 524 300	26 417 300	/	18,1	2,2	4,0	8,8

Note : La population et le nombre d'emplois pour la Bretagne ne correspondent pas à la somme des valeurs pour les zones d'emploi bretonnes, du fait de la zone d'emploi de Redon qui se trouve en partie dans les Pays de la Loire. Les couleurs utilisées ici correspondent aux orientations économiques des zones d'emploi (cf. figure 1).

Source : Insee, recensement de la population 2017.

Marqueur de la présence des touristes dans la majorité des zones d'emploi littorales, la part des résidences secondaires parmi l'ensemble des logements y est supérieure à la moyenne nationale (8,8 %). Elle est particulièrement importante dans les zones d'emploi de Vannes, Lannion, Lamballe-Armor et Saint-Malo, où elle dépasse 21,8 %, et surtout dans celle d'Auray où les résidences secondaires représentent 37,7 % des logements (figure 4). Cette part est plus limitée dans les zones littorales comprenant de grandes agglomérations, en raison d'un besoin plus important en logements pour la population résidente.

En lien avec cette activité touristique, la part du commerce dans l'ensemble des emplois y est supérieure à la moyenne nationale (12,7 %), sauf dans les zones d'emploi de Lamballe-Armor et Quimperlé où l'agroalimentaire est prédominant, et dans celle de Brest où la place importante de l'administration publique, liée notamment à la présence de la Marine nationale, atténue le poids des autres secteurs. Dans les autres zones du littoral breton, le commerce représente entre 12,9 % des emplois dans celle de Lorient et 15,0 % dans celle d'Auray.

Le secteur de l'hébergement et de la restauration, également lié aux activités touristiques, n'est pas développé de la même manière selon les territoires. S'il est fortement présent dans les zones d'emploi de Saint-Malo (7,8 % de l'emploi total) et d'Auray (7,2 %), ce n'est pas le cas dans les autres zones littorales de la région avec

une part dans l'emploi proche de la moyenne nationale (4,0 %).

Enfin, la part de personnes retraitées est souvent plus élevée à proximité des côtes, et certaines activités liées à la présence de cette population plus âgée y sont généralement davantage présentes. C'est notamment le cas de l'action sociale et de la santé. Ces deux secteurs représentent ainsi globalement entre 15,6 % (dans la zone de Quimperlé) et 19,7 % (dans celle de Dinan) des emplois dans les zones d'emploi littorales de la région, contre 14,7 % en France métropolitaine. Ces activités sont moins présentes dans les zones d'emploi d'Auray (14,0 %) et surtout de Lamballe-Armor (10,1 %).

En dehors de leur répartition spécifique par secteurs d'activité, les territoires à dominante touristique se distinguent par une proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures moins élevée. Ainsi, au niveau national, cette part est de 11,3 % en moyenne pour l'ensemble des zones d'emploi de cette catégorie, comparée à 18,1 % en moyenne pour toutes les catégories de zones d'emploi. C'est en particulier le cas dans dix des douze zones d'emploi du littoral breton avec une part variant de 8,1 % (Lamballe-Armor) à 13,4 % (Vannes).

Les cadres sont plus nombreux dans les zones de Lannion (16,8 %) et de Brest (16,9 %). La première bénéficie de l'implantation historique de gros établissements dans les domaines de l'électronique et des télécommunications, avec une présence importante de cadres dans ces industries hautement qualifiées.

Dans la zone d'emploi de Brest, cette part est à relier à la forte présence de l'administration publique. Elle reste néanmoins très inférieure à celle observée dans la zone d'emploi de Rennes (21,2 %) et plus globalement dans la catégorie des grandes agglomérations à forte concentration de fonctions métropolitaines, où elle atteint 28,0 % en moyenne nationale.

Autour des grandes agglomérations, un emploi concentré dans les gros établissements

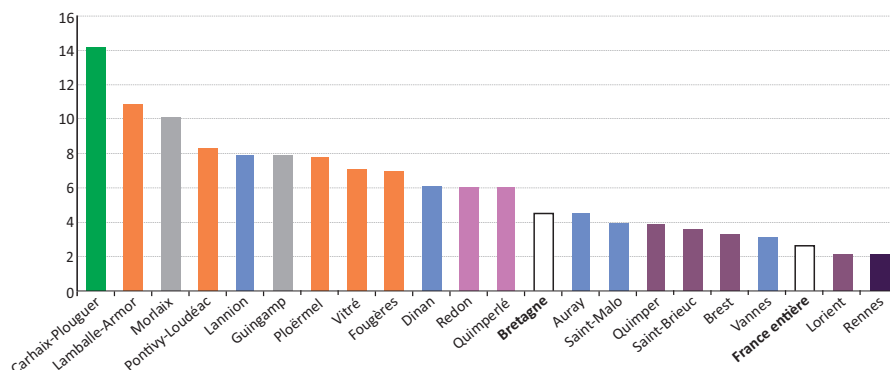
La zone d'emploi de Rennes est la seule de la région à être classée parmi les grandes agglomérations à forte concentration de fonctions métropolitaines. Les établissements de 250 salariés ou plus y concentrent une part importante de l'emploi (24,8 %), à l'instar des autres zones de sa catégorie. Cette part se situe à 20,8 % pour l'ensemble des zones d'emploi du pays.

D'autres grandes agglomérations, telles que Brest, Quimper, Lorient, Vannes ou encore Saint-Brieuc, structurent également le territoire régional. Toutefois, la part des établissements de 250 salariés ou plus dans l'emploi total y est supérieure à la moyenne nationale uniquement dans les zones d'emploi de Brest et de Quimper, où elle atteint respectivement 23,2 % et 21,8 %.

En Bretagne, les gros établissements concentrent également une part importante de l'emploi dans d'autres territoires. C'est notamment le cas des zones d'emploi de Quimperlé (24,3 % de l'emploi total) et de

5 Près de 15 % d'emplois agricoles dans la zone d'emploi de Carhaix-Plouguer

Part du secteur de l'agriculture dans l'emploi total (en %)



Note : les couleurs utilisées ici correspondent aux orientations économiques des zones d'emploi (cf. figure 1).
Source : Insee, recensement de la population 2017.

Lamballe-Armor (23,9 %), en lien avec l'implantation d'importants sites industriels de production de viande. Les plus grandes agglomérations sont généralement de grands pôles d'emplois. En Bretagne, les zones d'emploi de Rennes, Brest, Quimper, Lorient, Vannes et Saint-Brieuc se caractérisent ainsi par un nombre d'emplois supérieur ou égal à leur population active occupée résidente. Ces grandes agglomérations rayonnent donc au-delà du périmètre de leur zone d'emploi, attirant des habitants des territoires voisins. C'est dans la zone

d'emploi de Rennes que ce ratio entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs occupés est le plus élevé, avec 106 emplois pour 100 actifs occupés. Cette caractéristique explique en partie les taux de stables relativement faibles dans les zones voisines.

Un poids de l'agriculture dans l'emploi plus important dans le centre-ouest breton

L'agriculture ne représente plus que 2,6 % de l'emploi en France. Ce secteur est

largement surreprésenté en Bretagne puisqu'il y regroupe 4,5 % des emplois. La zone d'emploi de Carhaix-Plouguer est la seule de la région à faire partie de la catégorie des zones spécialisées dans l'agriculture. Celle-ci y représente 14,2 % de l'emploi total (figure 5).

Les activités agricoles sont également très implantées dans les zones d'emploi de Morlaix (10,1 %) et de Guingamp (7,9 %), dont l'économie est plus diversifiée, et dans celle plus touristique de Lannion (7,9 %). Elles le sont également dans des zones spécialisées dans l'industrie, avec notamment une part dans l'emploi de 10,9 % dans la zone de Lamballe-Armor. Mais l'agriculture est plus globalement présente un peu partout dans la région. Parmi les vingt zones d'emploi bretonnes, seules celles de Lorient et de Rennes enregistrent une part de l'agriculture dans l'emploi total inférieure au niveau national, avec 2,1 %. La part de l'emploi agricole dans la zone de Rennes est malgré tout quatre fois supérieure à celle constatée en moyenne dans les zones d'emploi de sa catégorie. ■

Cette publication est issue d'un partenariat avec la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dreecte) de Bretagne.

Méthodologie

Afin de dégager la principale orientation économique des territoires, une typologie nationale des 306 zones d'emploi a été réalisée. Cette typologie s'appuie sur des indicateurs de spécialisation économique mesurée par le rapport entre la part de l'emploi dans un secteur et cette même part mesurée France entière. Les variables retenues sont l'économie productive et présentielle (définitions), l'industrie, l'administration publique, l'emploi dans les grandes ou petites entreprises et des indicateurs d'activité touristique. Pour parvenir à cette typologie des zones d'emploi, une analyse en composantes principales (ACP) a tout d'abord été réalisée, permettant de positionner les zones d'emploi dans l'espace des variables. Ensuite, une classification ascendante hiérarchique (CAH) a permis de regrouper les zones d'emploi selon un faisceau de caractéristiques communes.

Sources et définitions

Cette étude s'appuie sur les exploitations principale et complémentaire des **recensements de la population 2016 et 2017**, les données relatives à la taille des établissements issues de la source **Clap (millésime 2015)** et les données relatives au nombre de nuitées issues des **enquêtes de fréquentation touristique 2019**.

Les données nationales couvrent la France métropolitaine et les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte).

Le **taux de stables** rapporte le nombre d'actifs habitant et travaillant dans une zone, au nombre total d'actifs occupés de la zone.

Les **fonctions métropolitaines** sont issues de l'analyse fonctionnelle des emplois qui regroupe des professions (nomenclature PCS), dans le but de faire apparaître de grandes fonctions, transversales aux secteurs d'activité. Parmi les 15 fonctions ainsi définies, 5 sont plus spécifiquement présentes dans les grandes aires urbaines : conception-recherche, prestations intellectuelles, commerce inter-entreprises, gestion, culture-loisirs. Elles forment les fonctions dites métropolitaines.

Les **activités présentielles** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les **activités productives** sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Insee Bretagne

35, place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :

Éric Lesage

Rédactrice en chef :

Marion Julien-Levantidis

Maquettiste :

Jean-Paul Mer

ISSN 2416-9013
© Insee 2020

Pour en savoir plus

● « L'orientation économique des zones d'emploi : entre spécialisation et diversité des économies locales », David Levy (Insee), Matthieu Dubois, Martin Lefebvre (Dares) – Dans : *Insee Première*, n° 1814 (2020, sept.)

● « Les métiers de l'agroalimentaire en Bretagne : quels parcours professionnels possibles ? », Laurent Auzet (Insee) – Dans : *Insee Analyses Bretagne*, n° 16 (2015, fév.)

● « Le tourisme emploie 57 600 personnes en Bretagne », Jean-François Hervé (Insee), Jessica Viscart (CRT Bretagne) – Dans : *Insee Analyses Bretagne*, n° 24 (2015, juil.)

